

Face au Mondial de l'auto, l'inquiétude des Ford de Blanquefort

Par AFP le 12 octobre 2018

Leur usine est menacée de fermeture: une trentaine de salariés du site de Ford à Blanquefort, près de Bordeaux, ont installé un stand vendredi en face des entrées du Mondial de l'automobile, à Paris, pour appeler à "sauver leurs emplois".

"On essaie de mettre la pression sur l'Etat et Ford. On ne peut pas se résigner. On est déterminé à sauver l'usine et nos emplois. On ne veut pas se retrouver au chômage. L'usine, c'est 840 emplois directs" et jusqu'à "2.000 à 3.000 emplois" en comptant "les sous-traitants et les emplois indirects", a déclaré à l'AFP Philippe Poutou, délégué CGT.

Alors que Ford, présent à Blanquefort depuis 1972, "n'est pas venu au salon de l'auto" parisien cette année, ni lors de l'édition précédente en 2016, les salariés ont exposé "avec dérision" des petites voitures sur leur stand, a expliqué M. Poutou. "Nous sommes très inquiets et méfiants", a souligné Patricia Laujac, déléguée CGT.

Fin février, Ford avait annoncé qu'il arrêterait d'investir dans son usine girondine de fabrication de boîtes de vitesses et qu'il recherchait un repreneur. Quatre mois plus tard a démarré la procédure menant à un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Et fin septembre, la direction a annoncé "des progrès significatifs" en vue d'une éventuelle reprise du site par l'entreprise strasbourgeoise Punch Powerglide, spécialisée dans les boîtes de vitesses automatiques.

La "dernière réunion" sur le PSE a été repoussée "du 22 novembre au 18 décembre", a indiqué M. Poutou. "On bataille pour améliorer les conditions du PSE. Mais pour nous, l'objectif, c'est une reprise" et "pour qu'une reprise fonctionne, il faudra que Ford joue le jeu, donne de la production au repreneur. Il devra payer plus que s'il ferme l'usine", a-t-il noté.

Mardi prochain, "une réunion extraordinaire du comité d'entreprise doit faire le point sur le projet de reprise avec la direction. On veut une reprise qui permette de sauver quelques centaines d'emplois", a ajouté le syndicaliste.

Fin septembre, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait souhaité que les salariés soient fixés sur leur sort d'ici fin octobre, sommant Ford de prendre ses responsabilités.

Si l'usine ferme, "les salariés pourront être incités à partir dès janvier", tandis que "les lettres de licenciement seront envoyées en septembre 2019 à l'ensemble du personnel", a indiqué Mme Laujac.

"Je ne veux pas me retrouver au chômage, pas déjà... Je fais un boulot intéressant, qui me plaît", a confié Philippe Tallet, 52 ans, "très inquiet" après 31 années à Blanquefort.

er/cel/eb

FORD MOTOR